

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
24 mai 2023
Français
Original : anglais

Lettre datée du 23 mai 2023, adressée au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Me référant à la lettre de la Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord datée du 18 mai 2023 ([S/2023/362](#)), à la lettre des Représentants permanents de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni datée du 22 mai 2023 ([S/2023/368](#)) ainsi qu'aux allégations de certains États concernant l'application par la République islamique d'Iran de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité de manière générale, et faisant suite à nos précédentes communications, notamment les lettres datées du 13 juillet 2022 ([S/2022/554](#)), du 29 novembre 2022 ([S/2022/889](#)), du 6 décembre 2022 ([S/2022/911](#)) et du 7 décembre 2022 ([S/2022/922](#)), je voudrais réaffirmer la position de principe de la Fédération de Russie à cet égard.

Nous sommes profondément préoccupés par les tentatives persistantes visant à imposer des assertions politiquement motivées selon lesquelles l'Iran ne respecterait pas la résolution [2231 \(2015\)](#). La Fédération de Russie condamne avec la plus grande fermeté la propagation de ces allégations mensongères destinées non seulement à tromper délibérément la communauté internationale mais aussi à manipuler le mandat du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies dans le but de servir des intérêts politiques qui entravent les efforts visant à assurer la pleine mise en œuvre de la résolution susmentionnée.

Nous tenons à souligner une fois de plus que la République islamique d'Iran n'a jamais possédé d'armes nucléaires, n'en possède pas, et il y a tout lieu de penser qu'elle n'en possédera jamais, comme le prévoient les obligations qui lui incombent en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de la résolution [2231 \(2015\)](#) et comme le garantit la coopération établie entre l'Iran et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

En ce qui concerne les allégations mettant en doute le respect par l'Iran du paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution [2231 \(2015\)](#), nous considérons comme inadmissibles les assertions politisées et erronées selon lesquelles les lanceurs spatiaux iraniens seraient « pratiquement identiques » à des missiles balistiques capables de transporter des armes nucléaires. Ces insinuations ne reposent sur aucun fondement technique mais uniquement sur des conjectures. Nous rejetons vigoureusement la fausse logique qui fait équivaloir la production mondiale de fusées spatiales à la prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs.



Par ailleurs, aucun des traités et mécanismes internationaux existants n'interdit directement ou implicitement à la République islamique d'Iran de mettre au point un programme spatial. Les paramètres retenus pour la catégorie I de l'annexe du Régime de contrôle de la technologie des missiles, auxquels certains États ont recours de manière abusive pour lancer des accusations infondées contre l'Iran, ne sont pas censés être appliqués dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution 2231 (2015) afin d'établir si des missiles balistiques sont ou non conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires.

Puisqu'à ce jour, aucune preuve sérieuse du contraire n'a été communiquée au Conseil de sécurité, la Fédération de Russie continue de penser, comme elle l'a déjà déclaré, que l'Iran respecte de bonne foi l'appel qui lui avait été adressé à ce sujet au paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution 2231 (2015).

En ce qui concerne les allégations soulevées dans la lettre susmentionnée de la Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord datée du 18 mai 2023 et dans son annexe ainsi que dans la lettre des Représentants permanents de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni datée du 22 mai 2023, qui se bornent à répéter le même discours et font référence à des « sources publiques », nous tenons à souligner que ni ces lettres ni le document du Ministère britannique de la défense n'apportent de preuve crédible de prétendues « violations » de la résolution 2231 (2015). Au contraire, ils ne contiennent rien de plus que l'opinion subjective des autorités britanniques (ce qui est particulièrement mis en évidence par la formulation « le Royaume-Uni estime... »). En fait, Londres admet n'avoir même pas accompli les formalités nécessaires (comme le montrent les expressions « une première inspection », « les premières estimations britanniques », « les éléments sont en cours d'évaluation technique », etc.). Un tel empressement de la part du Royaume-Uni démontre clairement que les autorités britanniques n'ont aucune certitude quant à la véracité et à la validité de leurs propres conclusions et que ces dernières sont motivées par des considérations politiques.

En ce qui concerne les prétendus « éléments recueillis par le navire *Lancaster* dans le golfe d'Oman », nous tenons à souligner que les accusations portées contre l'Iran en lien avec la résolution 2216 (2015) du Conseil de sécurité sont absurdes. La Fédération de Russie exprime sa très vive inquiétude au sujet des opérations d'« interception » – qui pourraient bien être une mise en scène – menées dans le golfe d'Oman en janvier et février 2022 ainsi qu'en février 2023. Il n'existe aucune preuve d'un lien entre, d'un côté, les navires en question et leur cargaison et, de l'autre, la République islamique d'Iran, et rien n'indique clairement que les composants de missiles prétendument saisis soient d'origine iranienne. Tous les arguments avancés dans la présentation du Ministère britannique de la défense se limitent à des hypothèses sous-tendues par certains « soupçons » (par exemple : « soupçonnés de faire partie de la série de missiles iraniens Qiam ») et « connaissances » (« les connaissances actuelles du Royaume-Uni quant aux éléments composant la cargaison »).

Les prétendus « éléments de preuve provenant d'Ukraine » et les fausses accusations qui en découlent ne résistent pas à un examen approfondi. Triste ironie, les États qui diffusent ces allégations s'en servent comme prétexte pour détourner l'attention de la communauté internationale de leurs propres violations flagrantes de cette résolution. Nous tenons à rappeler que le strict respect de ses dispositions ne relève pas du choix ou du libre arbitre de ces États mais de leurs obligations nées de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies.

En préparant la présentation susmentionnée, le Ministère britannique de la défense n'a appliqué aucune des normes possibles en matière de production de preuves dignes de foi puisqu'il s'agit de débris difficilement identifiables de drones

aériens, de photographies incohérentes, de quelques informations « librement accessibles » et des résultats d'une « comparaison visuelle » établie par l'Agence du renseignement militaire des États-Unis (Defense Intelligence Agency). Une analyse approfondie révèle que rien dans les photographies des composants et des débris ne permet de les rattacher à la République islamique d'Iran. En outre, une des photographies montre un prétendu fragment de drone portant une inscription manuscrite en ukrainien, ce qui illustre de manière éloquent le caractère provocateur de ces fausses preuves apportées par Londres et Kiev en l'absence d'arguments crédibles concernant des violations de la résolution 2231 (2015).

En ce qui concerne le fait que le Royaume-Uni a « invité l'équipe du Secrétariat chargée de surveiller l'application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité à se rendre au Royaume-Uni » et le « souhait de voir une enquête diligentée par [ladite] équipe » exprimé par le pays aux côtés de l'Allemagne et de la France, il s'agit d'une nouvelle tentative manifeste de donner des instructions au Secrétariat, en violation du paragraphe 2 de l'Article 100 de la Charte des Nations Unies et en contradiction avec la note du Président du Conseil de sécurité intitulée « Tâches incombant au Conseil de sécurité au titre de sa résolution 2231 (2015) », en date du 16 janvier 2016 (S/2016/44). Nous avons porté cette situation inadmissible à l'attention du Conseil lors de sa réunion du 26 octobre 2022 ainsi que dans nos lettres datées du 29 novembre 2022 (S/2022/889), du 6 décembre 2022 (S/2022/911) et du 7 décembre 2022 (S/2022/922).

Nous exhortons une nouvelle fois le Secrétariat à s'en tenir strictement à son mandat, tel que défini dans la note du Président du Conseil de sécurité intitulée « Tâches incombant au Conseil de sécurité au titre de sa résolution 2231 (2015) », en date du 16 janvier 2016 (S/2016/44), à respecter pleinement la Charte des Nations Unies et à ne pas céder à la pression de certains États agissant de mauvaise foi et tentant de légitimer des assertions infondées et motivées par des considérations politiques. La Fédération de Russie considérera toute activité non mandatée du Secrétariat, y compris les inspections sur le terrain, comme des provocations délibérées visant à saper la mise en œuvre de la résolution 2231 (2015) et le processus de rétablissement du Plan d'action global commun.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Vassily **Nebenzia**